

trent pas là directement en jeu. Nous avons signalé qu'une raffinerie située près de Seattle pourrait s'approvisionner en pétrole à partir des pipe-lines actuels.

M. Douglas: Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre s'il a reçu du secrétaire Rogers à ce moment-là ou depuis lors, une assurance quelconque que le gouvernement des États-Unis était prêt à détourner ces pétroliers vers Seattle ou d'autres points plus au sud, au lieu de les laisser passer par Cherry Point, ce qui les oblige à emprunter le détroit de Juan de Fuca?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, quand je l'ai rencontré, le secrétaire Rogers m'a dit qu'il aimerait que d'autres conversations aient lieu. J'ai raison de croire que ces conversations se tiennent aujourd'hui même.

M. Douglas: Monsieur l'Orateur, le ministre disait le 14 juin que d'autres pourparlers allaient avoir lieu. Dois-je comprendre maintenant, à partir de la déclaration du ministre, que ces pourparlers sont en cours et, si oui, puis-je savoir qui y représente le Canada et quel point de vue canadien nos représentants vont défendre, surtout en ce qui concerne la question que j'ai soulevée au sujet du détournement des pétroliers vers des ports situés au sud de Cherry Point?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je croyais avoir répondu à la question plus tôt. Comme je l'ai dit, je crois que les pourparlers que nous prévoyions au moment de ma rencontre avec le secrétaire Rogers ont été amorcés aujourd'hui même. A ce moment-là, le secrétaire Rogers était d'avis, me disait-il que nous pourrions ne pas traiter uniquement du problème du détournement des pétroliers dans les eaux septentrionales sur la côte ouest de l'Amérique du Nord mais aussi de problèmes semblables qui se posent sur le littoral de l'Atlantique où des pétroliers qui desservent les ports canadiens passent dans des chenaux relativement étroits. J'ai dit ne pas voir d'inconvénient à ce que les pourparlers prennent cette forme si cela fait l'affaire des États-Unis. Ces pourparlers envisagés à cette époque reprennent aujourd'hui, je crois. Je ne suis pas absolument sûr que ce soit aujourd'hui, mais je crois comprendre qu'ils étaient prévus pour le début de cette semaine. Nous y serons représentés par de hauts fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures et d'autres personnes qu'ils pourront s'adjoindre pour les besoins de la cause.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

PRÉSUMÉE EXPÉDITION D'ARMES CANADIENNES AU PAKISTAN

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Hier, le ministre répondait à ma question en disant qu'aucun permis d'exportation d'armes n'avait été émis depuis un certain temps, en raison de la situation qui prévaut au Pakistan. Or, le *Padma* était amarré, hier, à Montréal, et des fonctionnaires se sont rendus sur les lieux pour voir ce qui se produit.

L'honorable ministre possède-t-il aujourd'hui des renseignements nouveaux à ce sujet? Est-il en mesure d'affirmer qu'aucunes armes canadiennes n'ont été expédiées ou chargées à bord du *Padma*?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, c'est là le but de la politique du gouvernement. On a donné les instructions nécessaires pour qu'aucun article de valeur stratégique ne soit chargé à bord du *Padma* au Canada.

* * *

QUESTION POSÉE AU CABINET

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. A-t-il décidé sur quelle question il tenterait de faire accroire aux Canadiens qu'il serait justifié de convoquer des élections générales à l'automne?

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

LA NOMINATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. A présent que M. Tom Kent a été nommé au poste de président de la Société de développement du Cap-Breton, ce qui confirme plus ou moins la question que j'avais posée au ministre de l'Expansion économique régionale il y a quelques jours, le premier ministre peut-il nous dire quand le président du conseil d'administration sera désigné?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Plus tard, monsieur l'Orateur.

M. Muir: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je désire remercier le premier ministre de son obligeance et de sa courtoisie. Je suis gré au premier ministre d'avoir prêté l'oreille aux points de vue exprimés par le député de Cape Breton-East Richmond et moi-même.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je prie le premier ministre de bien vouloir accepter mes excuses. Je me demande si le député a réclamé la parole dans l'intention d'exprimer des remerciements ou de poser une question supplémentaire.

M. Muir: J'ai effectivement une question supplémentaire. Je suis habituellement obligé de faire un petit exposé d'introduction au premier ministre mais je tiens à le remercier d'avoir écouté nos points de vue.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député l'a déjà fait. Je lui ai donné la parole pour lui permettre de poser une question supplémentaire.

M. Muir: Très bien. Puis-je demander au premier ministre quand sera prononcée une déclaration de politique relative à l'avenir des charbonnages du Cap-Breton et puis-je exprimer...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député est autorisé à poser des questions supplémentaires mais sans rien y ajouter. Si le député a posé sa question nous pourrions...

M. Muir: Je n'en ai pas fini avec ma question supplémentaire.